

## De la Syrie au Liban : trajectoires migratoires et militantes de trois femmes palestiniennes

Valentina Napolitano

### Abstract

Cet article propose de retracer la trajectoire migratoire et militante de trois femmes palestiniennes de Syrie qui ont trouvé refuge au Liban en raison de l'actuel conflit. Outre le fait de reconstruire les étapes de la migration et de l'installation au Liban, cet article interroge plus particulièrement les effets hétérogènes du déplacement forcé sur les formes d'activisme entreprises par ces femmes qui, avant leur départ de Syrie, étaient impliquées à différents degrés dans des domaines tels que l'aide humanitaire et l'information. En se penchant sur des trajectoires de femmes, cet article souhaite en outre comprendre si le « genre » constitue ou pas une contrainte aux formes d'investissement de ces femmes réfugiées.

**Keywords:** Activism & Engagement, Palestinian Refugees from Syria, Women's Participation, Gender, Post-conflict Reconstruction

**To cite this paper:** Valentina Napolitano, "De la Syrie au Liban : trajectoires migratoires et militantes de trois femmes palestiniennes ", Civil Society Knowledge Center, Lebanon Support, June, 2017 .

### [ONLINE]:

<http://cskc.daleel-madani.org/paper/de-la-syrie-au-liban-trajectoires-migratoires-et-militantes-de-trois-femmes-palestiniennes>

Cinq ans de violence viennent de s'écouler en Syrie<sup>[1]</sup> engendrant une des plus graves crises migratoires de l'histoire contemporaine<sup>[2]</sup>. Parmi les pays voisins les plus concernés, le Liban accueille à présent plus d'un million de réfugiés syriens<sup>[3]</sup> ainsi que 44 500 réfugiés palestiniens de Syrie<sup>[4]</sup>. Ces derniers représentent une des composantes les plus vulnérables<sup>[5]</sup> de la migration issue du conflit syrien, en raison notamment du flou juridique dans lequel ils sont gardés et de l'incertitude engendrée par leur statut originaire d'apatrides<sup>[6]</sup>.

Cependant, en dépit de la précarité vécue dans ce nouvel exil, les réfugiés palestiniens de Syrie ont entrepris de nouvelles formes d'engagement politique et social sur lesquelles souhaite porter l'attention cet article et ce, en retraçant la trajectoire migratoire et militante de trois femmes: Dania, Ruba et Itab<sup>[7]</sup>. Outre le fait de reconstruire les étapes de la migration et de l'installation au Liban, cet article interroge plus particulièrement les effets hétérogènes du déplacement forcé sur les formes d'activisme entreprises par ces femmes qui, avant leur départ de Syrie, étaient impliquées à différents degrés dans des domaines tels que l'aide humanitaire et l'information. En se penchant sur des trajectoires de femmes, cet article souhaite en outre comprendre si le « genre » constitue ou pas une contrainte aux formes d'investissement de ces femmes réfugiées.

Cet article se fonde sur des entretiens qui ont été effectués à distance par le biais de Skype en mars 2016 avec les trois interlocutrices. Celles-ci ont été contactées grâce à l'aide de Palestiniens rencontrés dans le camp de Yarmouk<sup>[8]</sup>, lors d'un travail de terrain effectué, entre 2008 et 2011, dans le cadre d'une thèse en sociologie politique portant sur la militance palestinienne en Syrie<sup>[9]</sup>, ainsi que

d'activistes libanais impliqués dans l'aide aux réfugiés<sup>[10]</sup>. Si l'« enquête à distance » est devenue un outil particulièrement exploité, face au durcissement du conflit en Syrie et à l'impossibilité des chercheurs en sciences sociales à accéder au terrain d'enquête<sup>[11]</sup>, cette méthode est, dans la plupart des cas, légitimée par une connaissance préalable de ce même terrain. Dans le cas de cet article, l'enquête à distance présente toutefois un certain nombre de limites. Celle-ci a été réalisée auprès de femmes issues d'un pays de départ, la Syrie, dont les contours sont familiers pour l'auteure, mais qui sont désormais situées dans un nouveau pays d'accueil, le Liban, dans lequel elles n'ont pas été observées. Leur récit est restitué à l'auteure sans que ceci puisse être situé dans l'environnement social au sein duquel il est produit. Il ne peut donc pas être vérifié, recoupé ou contextualisé<sup>[12]</sup>. C'est pour cette raison que les trajectoires présentées dans cet article se veulent plus comme des témoignages et ne prétendent pas éclairer de manière exhaustive la condition de l'ensemble des Palestiniens de Syrie réfugiés au Liban.

### Avant l'exil: entre engagement humanitaire et attentisme

La plupart des Palestiniens qui ont rejoint le Liban en raison du conflit viennent du camp de Yarmouk<sup>[13]</sup>. Ce dernier n'est pourtant pas le seul camp palestinien à avoir été touché par la répression mise en œuvre par le régime syrien afin d'étouffer la contestation. Les camps de réfugiés des villes de Dera'a, Latakiah et Homs sont concernés dès les premiers mois par les bombardements de l'armée syrienne, en raison de leur proximité des quartiers syriens où se déroulent les premières manifestations, ce qui provoque le déplacement massif de leurs habitants<sup>[14]</sup>. Yarmouk représente toutefois le plus grand agglomérat palestinien en Syrie avec une population d'environ 150 000 réfugiés officiellement enregistrés par l'UNRWA en décembre 2012<sup>[15]</sup>. Situé au sud de Damas, à proximité de la route qui conduit vers le Liban, Yarmouk est particulièrement affecté, dès septembre 2012, par les affrontements qui ont opposé l'armée régulière syrienne et les groupes de l'opposition armée. Ce camp héberge en outre une population principalement issue des classes moyennes disposant d'un minimum de ressources financières indispensables pour assumer les dépenses du voyage et de l'installation au Liban.

Parmi les interlocutrices interviewées, deux habitaient dans le camp de Yarmouk. Dania, âgée de 23 ans, était étudiante en Design graphique à l'Université de Damas. Suite au début du soulèvement anti-régime en Syrie, le camp de Yarmouk, qui reste à l'écart des violences au moins pendant la première année, se transforme en lieu d'accueil pour des milliers de déplacés syriens fuyant les quartiers voisins, Hajar al-Aswad<sup>[16]</sup> et Tadamon<sup>[17]</sup>, ainsi que les villes les plus touchées par la répression du régime syrien, notamment Homs et Deraa<sup>[18]</sup>. C'est face à la crise humanitaire à laquelle est confronté le camp de Yarmouk, que Dania se mobilise dans des actions de solidarité en faveur des déplacés syriens. Connaissant un membre de l'« Organisation caritative pour le peuple palestinien » (*Haya al-Khayria li Sha'ab al-Filastini*)<sup>[19]</sup>, elle décide de se mobiliser en son sein et participe à des activités de soutien psychologique aux enfants déplacés ainsi qu'à la distribution de paniers alimentaires. Tout en étant palestinienne, Dania considère son engagement comme un « devoir » à l'égard des Syriens, avec lesquels elle a « grandi et vécu »<sup>[20]</sup>. Ces motivations renvoient à celles mises en avant par bien d'autres Palestiniens ayant décidé d'intégrer la contestation syrienne en raison de leur vécu commun avec les Syriens et du partage des mêmes aspirations politiques et sociales<sup>[21]</sup>. Nombreuses sont les femmes du camp de Yarmouk à s'être mobilisées dans l'organisation des aides aux déplacés syriens. Cela s'explique probablement en raison de la relative immunité dont elles jouissaient, leur permettant

de se déplacer plus facilement pour collecter les aides et traverser les barrages de la police syrienne.

Ruba, âgée de 28 ans et diplômée en Littérature arabe, était elle aussi impliquée dans l'action humanitaire à Yarmouk. Femme épanouie et dynamique avant le début du soulèvement syrien, elle se trouve obligée de quitter son travail à cause de la montée des violences, la route entre Yarmouk et le centre de Damas étant devenue trop dangereuse. C'est dans ce contexte d'inaction forcée et face à une crise montante, que Ruba s'investit dans l'organisation des aides aux déplacés syriens qui sont accueillis dans les écoles de l'UNRWA (United Nations Work and Relief Agency). Récolte de vêtements, de couvertures, aide psychologique, recherche des disparus constituent certaines des activités auxquelles elle participe.

Le cas d'Itab, âgé de 32 ans, est différent des précédents. Pour elle qui, au contraire, n'habite pas à Yarmouk, mais au centre de Damas, le soulèvement syrien n'est pas associé au début d'un engagement. Journaliste pour la chaîne iranienne «*al-'Alam*» ainsi que pour la chaîne d'information étatique syrienne, Itab se trouve dans une situation compliquée lorsque les premières manifestations commencent en Syrie. Soutenant les principes de la contestation syrienne, elle se dit dépassée par la peur de la répression brutale mise en œuvre par le régime syrien, notamment des violences à l'égard des femmes. Elle considère aussi que pour les Palestiniens, ce serait une erreur de se mêler des affaires de leur pays d'accueil. C'est pour cela qu'elle décide de garder une position neutre.

Avec la poursuite des protestations et le durcissement de la répression de la part du régime syrien, l'ambiance de travail dans lequel se trouve Itab devient insoutenable. Les chaînes de télévision au sein desquelles elle est employée relatent le récit officiel du régime et les informations sont souvent entièrement construites dans le but de conforter ce récit. Par ailleurs, même si elle reste à l'écart des protestations anti-régime, le fait de ne pas exprimer de manière explicite sa « loyauté » à l'égard du régime syrien lui pose un problème, l'associant de facto à une complaisance avec l'opposition. Itab est, de plus en plus, la cible de pressions psychologiques de la part de ses collègues qui suspectent sa proximité avec l'opposition. Ces pressions s'accroissent suite à la prise de position du mouvement palestinien Hamas en faveur du soulèvement syrien<sup>[22]</sup>. D'emblée, l'ensemble des Palestiniens est accusé par le régime syrien de « trahison » et d'« ingratitude ». Cependant, c'est seulement suite à l'arrestation de son collègue, Mouhannad, lui aussi palestinien et impliqué dans les manifestations anti-régime, qu'Itab décide de quitter son travail, en mars 2012, considérant que la situation est devenue trop dangereuse pour elle.

### **La route vers le Liban et les indéterminés de l'exil**

Face à la montée des violences endurées par ces femmes, le choix de quitter la Syrie devient incontournable. Leur départ intervient entre 2012 et 2013, période de plus intense migration vers le Liban pour l'ensemble de la communauté palestinienne de Syrie<sup>[23]</sup>. Plusieurs évolutions à l'échelle syrienne permettent d'expliquer cette temporalité. Tout d'abord, l'intensification des bombardements de la part de l'armée régulière sur le camp de Yarmouk, passé sous contrôle de l'opposition, avec, pour la première fois en décembre 2012, l'emploi de l'aviation militaire, provoquant ainsi un exode massif des habitants en dehors du camp. Cet épisode est même désigné par les Palestiniens de Syrie comme une « seconde *Nakba* »<sup>[24]</sup>. C'est à ce moment que Dania et Ruba quittent le camp avec leurs familles respectives, pour trouver refuge chez des proches dans la ville de Damas. Le camp de

Yarmouk se transforme alors en un champ de bataille et il est progressivement soumis à un blocus empêchant la circulation de personnes et biens alimentaires. Si les habitants du camp qui se sont déplacés à Damas, comme Ruba, continuent dans un premier temps à effectuer des allers-retours dans le camp, cela n'est plus possible en juillet 2013, lorsque le siège du camp devient intégral<sup>[25]</sup>.

Le choix de se rendre au Liban s'inscrit donc dans un contexte de montée des violences en Syrie, qui touche plus particulièrement les Palestiniens. Le Liban est privilégié principalement en raison de la présence de proches sur lesquels les réfugiés peuvent compter au moment de l'arrivée, ainsi qu'en raison de la proximité géographique qui permet d'effectuer des allers-retours en Syrie et éventuellement envisager de rentrer définitivement une fois la crise résolue.

Les chemins empruntés pour arriver au Liban sont cependant différents. En décembre 2012, après avoir passé quelques jours dans le quartier de Rouqn al-Din, à Damas, Dania prend un bus pour le Liban. Après une attente de dix heures aux frontières syro-libanaises elle parvient à entrer sur le territoire libanais. Elle s'installe d'abord avec sa famille dans le camp de Chatila, à Beyrouth, en raison de la présence palestinienne et surtout des loyers moins chers. Les conditions de vie dans les camps palestiniens au Liban sont toutefois bien plus dégradées que celles connues en Syrie. Dania et sa famille décident alors de rejoindre des proches dans la ville de Saïda où s'installent nombreux Palestiniens de Syrie.

Pour Ruba, le voyage vers le Liban s'avère plus compliqué. En mars 2013, elle se rend à la frontière avec sa sœur. Les policiers syriens la soumettent à un interrogatoire et lui interdisent de franchir la frontière. Rentrée à Damas, elle tente à nouveau le voyage quelques semaines plus tard, cette fois de façon illégale. Elle paie un passeur qui la ramène au centre de Beyrouth. Elle rejoint ensuite sa famille déjà installée dans le camp de 'Aïn el-Héloué, à Saïda. Quant à Itab, menacée d'emprisonnement en Syrie, elle quitte le territoire en mars 2012 accompagnée par sa famille. Elle s'installe dans la région de Wadi al-Zaina, près de Saïda, auprès de ses oncles, alors que sa famille rentre à Damas.

En fonction de la période d'arrivée au Liban et de la route empruntée (légale ou illégale), le traitement adopté et le type de permis de séjour accordé par les autorités libanaises à l'encontre des Palestiniens de Syrie diffèrent. Mais, de manière générale, il est toujours soumis à des décisions arbitraires. En effet, la présence des Palestiniens de Syrie au Liban n'est pas réglementée par une politique bien déterminée. Ces derniers ne bénéficient pas du traitement réservé aux autres réfugiés et sont par suite maintenus dans un flou juridique<sup>[26]</sup>. Si Dania et Itab ont pu obtenir, au moment de leur arrivée, des permis de séjour touristiques d'une durée d'un mois, elles n'ont pas pu les renouveler par la suite et résident actuellement de façon irrégulière sur le sol libanais. Elles sont ainsi obligées de se déplacer avec circonspection et craignent d'être renvoyées en Syrie; ce qui a déjà été le cas pour d'autres Palestiniens. C'est pour cette raison qu'Itab affirme avoir même peur de se rendre dans le bureau de la Sécurité générale libanaise pour renouveler son permis de séjour.

« Quand je suis arrivée, j'ai obtenu un permis de séjour d'un mois. Puis, je suis restée longtemps sans permis jusqu'en décembre 2015, lorsqu'une amnistie a été déclarée et que des permis de séjours de trois mois ont été attribués aux Palestiniens. À ce moment, je me suis rendue à la Sécurité générale, mais avec mes oncles, car j'avais peur! J'ai dit que je logeais chez eux sans rien dire sur mon travail en tant que journaliste au Liban... J'avais très peur

qu'ils puissent me ramener à nouveau en Syrie. Entre 2014 et 2015, beaucoup de Palestiniens de Syrie ont été expulsés (...) »<sup>[27]</sup>

Quant à Ruba, qui est entrée au Liban de façon illégale, elle ne parvient à obtenir un permis de séjour qu'en décembre 2015, lorsqu'un permis de trois mois lui est accordé, sans être ensuite renouvelé en raison de son entrée irrégulière dans le pays. Le statut juridique irrégulier expose donc ces femmes à une condition de précarité prononcée et la crainte permanente d'être rapatriées en Syrie comme l'évoque Itab:

« Il y a deux semaines, je rentrais de Beyrouth vers Saïda. Pendant un contrôle de la police, ils ont pris mes documents et ils ont vu que mon permis de séjour était terminé. Alors le policier m'a dit: «Nous devons t'emmener avec nous !» J'ai commencé à pleurer, puis les hommes qui étaient dans le van ont cherché à le dissuader... Cela a suffi pour me plonger dans un état de dépression... Je ne veux plus être confrontée à cela, à cette peur permanente d'être ramenée en Syrie (...)»<sup>[28]</sup>

Face à la poursuite de la crise syrienne, les autorités libanaises ont progressivement mis en place des restrictions afin de limiter l'entrée des Palestiniens de Syrie. Ainsi, dès l'été 2014, les frontières leur ont été bloquées. Le renouvellement des permis de séjour, lorsqu'il était possible, était monnayé au prix de deux cents dollars par personne, somme qu'une famille nombreuse ne peut pas assumer. Les barrages et les contrôles de police se sont multipliés, notamment aux entrées des camps de réfugiés palestiniens. Ruba raconte même, qu'en 2014, un groupe de neuf filles et quinze garçons ont été emprisonnés dans le camp de 'Aïn el-Héloué faute de papiers réguliers, ce qui a provoqué des manifestations exigeant leur libération.

En ce qui concerne la prise en charge humanitaire des Palestiniens de Syrie arrivés au Liban, celle-ci n'est pas assurée par l'UNHCR (United Nations High Commission for Refugees) comme pour les Syriens, mais plutôt par l'UNRWA, Agence des Nations Unies spécifiquement créée en 1949 pour venir en aide aux réfugiés palestiniens dans les pays voisins de la Palestine historique et dans les Territoires occupés. Cette organisation, qui fait face à un déficit budgétaire de longue date, parvient à assurer des services dans le domaine de l'éducation, mais se révèle largement incapable de répondre aux besoins en matière de santé. Par ailleurs, si l'organisation attribuait des aides financières aux Palestiniens de Syrie et des paniers alimentaires, ces aides ont pris fin au cours du mois de février 2016, provoquant des manifestations de protestation.

En dépit de la précarité découlant de l'absence d'un traitement juridique défini et d'une prise en charge adéquate par les instances internationales, qui auraient pu se traduire par un repli de la communauté des réfugiés palestiniens de Syrie sur elle-même, et en particulier de sa composante féminine, des formes d'activisme et de mobilisation ont vu le jour.

## Nouveaux engagements et désinvestissement

Dans le contexte de crise engendré par la présence de plus d'un million et demi de réfugiés syriens au Liban et de politisation accrue résultant du conflit en cours, de multiples associations et organisations humanitaires ont été créées sur l'initiative de Syriens, Palestiniens de Syrie et de Libanais. Celles-ci constituent dans certains cas le lieu d'une reconversion pour des militants qui s'étaient déjà mobilisés en faveur du soulèvement syrien et qui souhaitent poursuivre leur investissement social et politique même en exil. Parmi les femmes interviewées, Dania et Ruba ont entrepris des activités sociales, une fois installées au Liban.

Dania devient d'abord volontaire au sein de l'organisation *Najda-Now*<sup>[29]</sup> dans le camp de Chatila, puis dans l'organisation *Jusûr*<sup>[30]</sup> pour laquelle elle travaille comme enseignante. C'est grâce aux réseaux de connaissances que Dania a tissés à Yarmouk, dans le cadre de la mobilisation en solidarité avec les déplacés syriens, qu'elle peut intégrer ces organisations fondées par des activistes syriens. En raison de l'absence de permis de séjour, Dania travaille au noir, mais elle parvient à percevoir un salaire symbolique en tant que bénévole.

Quant à Ruba, son arrivée au Liban a d'abord été associée à une période de dépression découlant du stress vécu avant de réussir à quitter la Syrie. Grâce à l'encouragement de ses parents, Ruba parvient toutefois à trouver un travail dans une école privée libanaise où elle donne des cours à des étudiants syriens devant passer leur brevet et baccalauréat en Syrie. C'est dans ce contexte qu'elle commence à se familiariser avec les problèmes psychologiques auxquels sont confrontés les jeunes réfugiés en raison des répercussions du conflit. Cela l'encourage à s'impliquer davantage dans l'organisation d'activités pour venir en aide aux jeunes. Un épisode en particulier pousse Ruba à s'intéresser à la défense des réfugiés et des droits de l'homme en général. En 2014, un de ses élèves part en Syrie pour passer son brevet et il est bloqué à la frontière syro-libanaise pendant plus d'une semaine. C'est dans le but de résoudre ce problème que Ruba commence à prendre contact avec différentes organisations pour la défense des droits de l'homme.

« Je ne savais pas exactement quel était le problème de ce garçon, mais c'était la période pendant laquelle les autorités libanaises avaient bloqué les frontières aux Palestiniens de Syrie. C'est à ce moment-là que j'ai essayé de contacter les gens autour de moi, des activistes. Je suis entrée en contact avec le *Comité des Palestiniens de Syrie au Liban (Lajne Filasiniyyun Surya fi Lubnan)*, dans le camp de 'Aïn el-Héloué... Ensemble nous avons contacté *Amnesty International*, les appels ont commencé à circuler sur le net, nous avons alerté l'ambassade de Palestine... C'est à travers cet épisode que j'ai connu des activistes de l'*Organisation palestinienne pour les Droits de l'homme (Mounazzame al-Filastiniyye li Huquq al-Insan)* dans le camp de Mar Elias. Celle-ci organisait une formation pour la prise de conscience des réfugiés quant à leurs droits au Liban et j'étais recrutée pour y participer. »<sup>[31]</sup>

Après avoir suivi une formation sur les droits des réfugiés au Liban, Ruba commence à se rendre de plus en plus souvent dans les camps de réfugiés syriens et elle continue à suivre des cours de

formation dans le domaine de la documentation des violations des droits de l'homme. Pendant l'été 2014, elle participe à l'organisation d'une mobilisation en faveur de la libération d'un groupe de Palestiniens détenus par les autorités libanaises en raison de leur situation irrégulière. Parallèlement, elle documente les cas d'exploitation sur le lieu de travail, ainsi que les cas de harcèlement sexuel, dont sont victimes les personnes autour d'elles. Souhaitant se consacrer plus spécifiquement à l'aide aux adolescents, Ruba décide aussi de créer, avec sa sœur cadette, un groupe de *dabké* qu'elle appelle « Le groupe «réfugié» pour le folklore et les arts populaires modernes » *Ḥīrqaṭ lajī li l-turath wa al-funun al-sha'abia al-haditha*) et qui implique des jeunes syriens, palestiniens et libanais. Elle poursuit cette activité malgré les difficultés rencontrées dans le camp de 'Aïn el-Héloué en tant que femme amenée à travailler avec un groupe composé principalement d'hommes et en dépit du fait que plusieurs personnes ont cherché à l'en dissuader.

Remarquée pour son activisme et ses capacités, Ruba est ensuite recrutée par une organisation libanaise «L'association de développement de l'homme et de la nature » (*Jamaie li-tanmie al-insan wa al-bia*)<sup>[32]</sup>. Elle continue en même temps ses activités de volontariat, notamment dans le cadre d'initiatives vouées à la défense des droits des Palestiniens de Syrie. Pour Ruba, le Liban représente donc le début d'une intense activité sociale dans un contexte de mobilisation accrue engendré par la crise syrienne. Ce dynamisme permet, en outre, à Ruba de résister à la situation de précarité vécue au quotidien suite au déplacement et accentuée après le départ d'une partie de sa famille à l'étranger.

À l'inverse, l'exil libanais est synonyme d'une période d'isolement et d'inaction pour Itab. Cette jeune journaliste parvient à trouver un emploi auprès de la chaîne de télévision palestinienne « *al-Quds* ». Elle se sent toutefois déclassée, puisqu'elle occupe un poste moins important qu'auparavant et elle perçoit un salaire inférieur par rapport à ses collègues. Alors qu'en Syrie, elle n'était pas engagée politiquement, mais avait une vie très active d'un point de vue social et intellectuel, au Liban, elle se sent isolée et ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour assumer les coûts des transports pour se rendre aux activités qui se déroulent dans la capitale libanaise. Par ailleurs, le départ à l'étranger d'une bonne partie de ses amis qui étaient actifs dans le soulèvement syrien, a découragé Itab de prôner toute initiative politique ou social. Son activisme se limite exclusivement à la diffusion d'informations pour donner une visibilité médiatique à certaines problématiques ou à des personnes en difficultés. Cette inaction est néanmoins source de frustration pour Itab comme le sont aussi sa situation professionnelle et sa condition juridique irrégulière.

Les effets du déplacement forcé et du conflit syrien sur ces femmes palestiniennes ont donc été hétérogènes, comportant dans certains cas un surinvestissement dans l'action sociale, dans d'autres un repli sur la sphère privée. Le niveau d'intégration sociale et d'accomplissement de soi entraîne aussi une différente perception de la société d'accueil, même si on remarque que plusieurs représentations collectives sont partagées par ces trois femmes.

### **Composer avec la nouvelle société d'accueil**

L'interaction des réfugiés palestiniens avec la société libanaise doit être comprise à la fois dans le contexte de crise socio-économique et politique produit par le conflit syrien au Liban, mais aussi par un ensemble de représentations collectives liées à l'histoire de ce pays où la présence palestinienne demeure un sujet sensible et ce, en raison des discriminations auxquelles font face les Palestiniens<sup>[33]</sup>

tout comme en considération de l'héritage de la guerre civile libanaise.

Pour Dania, Ruba et Itab, le rapport avec la société libanaise est, dans un premier temps, décrit en termes négatifs. Elles évoquent des propos discriminatoires tenus par des Libanais à leurs rencontres, des cas de harcèlement sexuel ou encore la conduite imprévisible des officiers de police lors des contrôles de papiers.

« Le premier contact avec la société libanaise a été dur. Quand je montais dans les taxis, j'entendais les chauffeurs dire: «C'est quoi ces Syriens qui nous ont volé le pays? » C'était difficile... Je ne pouvais pas discuter avec le chauffeur, ça aurait été inutile... Malheureusement, une partie des intellectuels partageait aussi la même vision. Ils me disaient: «Mais vous voulez quoi de la révolution?» Et je leur disais: «Mais vous en savez quoi ? Qui vous a dit que quand ma maison a été bombardée, j'étais en train de participer à la révolution...» Au départ, j'ai eu une perception très négative de la société libanaise!<sup>[34]</sup> »

Pour Itab, les difficultés rencontrées par l'ensemble des réfugiés syriens dans leur interaction avec la société d'accueil seraient accentuées pour les Palestiniens, en raison de leur nationalité, source d'antipathie au Liban.

« En général, les Libanais n'aiment pas les Palestiniens, que dire alors de ceux qui sont Palestiniens et Syriens au même temps? »<sup>[35]</sup>

Ces considérations générales sont toutefois nuancées dans un deuxième temps. De par leur travail, Ruba et Itab ont été amenées à rencontrer des Libanais issus de couches sociales plus éduquées et du milieu intellectuel, qui leur manifestent leur soutien et avec qui elles nouent des relations d'amitié.

« Quand je suis rentrée dans l'association pour le développement, mon point de vue sur la société libanaise a changé. J'ai rencontré de belles personnes qui m'ont traité en tant qu'être humain, qui m'ont beaucoup soutenu psychologiquement et ont soutenu mes projets ! »

L'interaction de ces femmes réfugiées avec la société libanaise est régie par des dynamiques et des représentations communes à d'autres sociétés confrontées à des phénomènes migratoires d'envergure et qui sont source d'instabilité politique et économique dans le pays d'accueil. Cependant, au Liban, les Palestiniens de Syrie sont aussi confrontés à une composante spécifique de la société, représentée par la communauté palestinienne locale, et c'est paradoxalement avec celle-ci



que les clivages sont les plus forts.

Dania, Ruba et Itab perçoivent en effet des différences remarquables entre la société palestinienne en Syrie et au Liban. Toutes les trois constatent l'absence de solidarité vis-à-vis des réfugiés venant de Syrie, qui, au lieu d'être traités avec une attention particulière en tant que « conationaux », seraient au contraire exploités encore plus que les réfugiés syriens.

« Quand j'étais dans le camp de Chatila, les Palestiniens du camp nous louaient des appartements à des prix très élevés... Ils ont tout de suite essayé d'exploiter la situation! Il n'y avait pas de solidarité avec nous en tant que Palestiniens, au contraire ils nous traitaient pire que les Syriens! »<sup>[36]</sup>

Itab rencontre elle aussi beaucoup de difficultés à établir un contact avec les Palestiniens du Liban. À son avis, la longue histoire de violence et marginalisation à laquelle les Palestiniens ont été confrontés serait la cause de leurs maux et problèmes sociaux. Elle dénonce aussi les tentatives d'exploitation de la part, notamment, de la chaîne palestinienne pour laquelle elle travaille et qui lui attribue un salaire inférieur à celui de ses collègues palestiniens du Liban.

« Je crois que l'histoire des Palestiniens du Liban a façonné une psychologie de masse, un état de maladie collective. Je n'arrive pas avoir des relations avec eux (...) Alors que nous avons toujours été solidaires des Palestiniens du Liban, nous avons été confrontés à une réaction contraire ! Ils ont exploité la situation, ils ont augmenté les loyers des appartements dans les camps, alors qu'ils savaient que nous étions réfugiés, que nous étions Palestiniens comme eux. Ils devraient nous aider ! Quand j'ai commencé à travailler pour la chaîne *al-Quds*, j'ai senti que cela dérangeait les Palestiniens du Liban, comme si je leur avais volé le travail (...) »<sup>[37]</sup>

Enfin, un autre facteur, qui accentue les clivages entre Palestiniens de Syrie et du Liban, est représenté par la position adoptée par une partie des Palestiniens en faveur de la contestation syrienne; position considérée comme injustifiée en raison des bonnes conditions de vie attribuées par les autorités syriennes aux réfugiés palestiniens<sup>[38]</sup>.

« J'ai souvent entendu dire: «Vous les Palestiniens de Syrie, vous aviez tous les droits... Vous n'aviez pas de raison de vous rebeller! » C'est comme si on devait remercier le régime pour nos droits... À mon avis, nous devrions remercier plutôt le peuple syrien et pas le régime... Si j'ai obtenu mes droits, c'est par le biais d'une loi adoptée bien avant l'arrivée du régime au pouvoir... Mais ça, les Palestiniens du Liban ne le savent pas! Il y a beaucoup d'ignorance et superficialité... »<sup>[39]</sup>

La conduite des factions palestiniennes n'intervient pas en aide pour améliorer la relation entre Palestiniens de Syrie et du Liban. Les trois femmes sont critiques des factions politiques notamment celles faisant partie de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP), qui, dans le contexte syrien, sont accusées d'avoir pris des positions en faveur du régime syrien. Au Liban, ces mêmes organisations sont accusées de participer pleinement à la discrimination des Palestiniens de Syrie et d'être incapables de faire pression sur les autorités libanaises afin que leur statut dans le pays soit légalement formulé.

### **Le Liban, une étape temporaire avant un nouvel exil**

Alors que Dania, Ruba et Itab sont finalement intégrées socialement ou professionnellement au Liban, ce pays d'accueil ne représente pour elles qu'une étape provisoire. Les trois femmes envisagent en effet de se déplacer dans un pays tiers. Pour Dania, les raisons d'un déplacement ultérieur sont à retrouver dans les conditions de vie difficiles et l'instabilité connue au Liban.

« Je ne vois pas mon futur au Liban! Comment le pourrais-je, si les habitants du pays eux-mêmes n'en voient pas un ! Avec ma famille, on voudrait partir, nous trouvons la vie ici très compliquée, il n'y a pas de travail, la vie est chère, la santé est chère... La situation est difficile... Mais en même temps, en tant que Palestiniens de Syrie, nous n'avons pas beaucoup d'espoir d'obtenir des visas pour l'étranger!<sup>[40]</sup> »

Ruba, quant à elle, attend la première occasion pour pouvoir rejoindre sa famille qui a déjà entrepris la route de l'immigration illégale vers l'Europe.

« Dès que je peux, je quitte le Liban! C'est un pays injuste! Mon père se trouve maintenant en Grèce, ma mère et une partie de mes frères sont déjà en Hollande. Ici, je suis restée avec ma sœur et mon petit frère. Peut-être que Dieu a décidé que je reste au Liban parce que les gens ici ont plus besoin de moi que ma famille, qui sait...<sup>[41]</sup> »

Pour Itab, dont la famille se trouve toujours en Syrie, l'espoir de pouvoir rentrer dans le pays est désormais déçu. Le voyage à l'étranger est la seule solution envisageable. Elle souhaite se soustraire à la précarité et aux injustices auxquelles elle est confrontée au Liban.

« J'ai toujours l'espoir que la crise en Syrie se termine et que je puisse rentrer, mais la seule solution réelle aujourd'hui est l'immigration dans un pays qui me donne un permis de séjour!

Je ne veux plus être humiliée! Je veux me rendre dans un pays qui me respecte!<sup>[42]</sup>»

Malgré sa proximité géographique et culturelle avec la Syrie, le Liban ne fournit pas les conditions nécessaires pour une installation sur le long terme des réfugiés palestiniens de Syrie en raison de l'absence de traitement juridique adéquat. À cela s'ajoute le fait qu'une possible résolution du conflit syrien semble toujours plus lointaine et que les Palestiniens de Syrie sont à la base des apatrides; ce qui les encourage plus encore à entreprendre la route de l'immigration vers l'Occident, dans le but de pouvoir obtenir de vrais documents.

## Conclusion

Au cours de cet article nous nous sommes penchée sur le parcours migratoire et sur les formes d'engagement prônées par trois femmes palestiniennes réfugiées au Liban. Nous avons montré que le déplacement forcé exerce des effets hétérogènes en fonction de la trajectoire spécifique de chaque femme et de leurs investissements précédents. Dans le cas de Dania et Ruba, nous avons remarqué qu'il existe une continuité entre les formes de mobilisation entamées en Syrie, notamment dans le cadre du soulèvement anti-régime débuté en mars 2011, et celles poursuivies au Liban. Dans un contexte d'intense politisation alimentée par les échos de la contestation syrienne dans ce pays, la poursuite d'un engagement en exil représente, pour Dania et Ruba, un moyen d'intégration sociale permettant de rétablir un tissu de relations brisé par le déplacement. Cet engagement leur permet en outre de dépasser une situation de fragilité psychologique dans laquelle le conflit et le déplacement les ont plongées. Dans le cas Itab, qui, au contraire, ne réside pas dans le camp de Yarmouk et se garde à l'écart des mobilisations anti-régime en Syrie, l'exil au Liban est plutôt source de déracinement, d'insécurité et d'isolement. L'affaiblissement provoqué par l'exil des formes de sociabilité passée est associé à un manque d'investissement social et politique.

Pour ce qui concerne le poids du genre sur le militantisme en exil, cet article montre qu'il ne constitue pas pour nos interlocutrices une contrainte et il n'est évoqué que de manière intermittente et jamais en tant qu'entrave à leur activisme. Cela s'explique principalement par le profil sociologique de ces femmes qui partagent toutes un niveau d'éducation très élevé et qui leur permet, même une fois en exil, d'atteindre un accomplissement personnel et professionnel non négligeable. En dépit de la perception variable de leur propre condition au Liban, Dania, Ruba et Itab, ont pu s'investir dans des domaines professionnels et militants très qualifiés: l'enseignement, la défense des Droits de l'homme et l'information. Cependant, on peut imaginer à bien d'égard que, pour des femmes issues de couches sociales plus défavorisées, les contraintes de l'exil et du genre se cumulent et constituent une source d'exclusion et marginalisation sociale.

Les femmes présentées au cours de cet article sont donc peu représentatives de la situation vécue par l'ensemble de la population palestinienne de Syrie dont elles constituent plutôt l'élite. Cependant, elles partagent avec l'ensemble de la collectivité une partie de son vécu, des représentations et attentes maturées dans le contexte du conflit et du déplacement forcé. Leurs trajectoires migratoires montrent que le Liban est privilégié par les Palestiniens de Syrie en raison de la proximité géographique et de la

présence de réseaux familiaux sur place. Ici, les Palestiniens se confrontent tout de même à une situation d'instabilité, accentuée par le traitement arbitraire auquel les autorités libanaises les soumettent en raison de leur statut de réfugiés. L'interaction avec la population d'accueil est source de clivages et elle creuse encore plus un sentiment de précarité qui pousse de nombreux Palestiniens au départ vers des pays tiers.

## Bibliographie

Hala Caroline Abou Zaki, « Les réfugiés de Syrie dans le camp de Chatila: conflits de légitimité et solidarités entre «nouveaux» et «anciens» réfugiés » *Confluences Méditerranée*, vol. 1, n° 92, 2015, pp. 49-59.

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *Syrie: anatomie d'une guerre civile*, CNRS Editions, Paris, 2016.

François Burgat, Paoli Bruno, (dir.) *Pas de printemps pour la Syrie. Acteurs et défis de la crise syrienne (2011- 2013)*, La Découverte, Paris, 2013.

Kamal Doraï, Jalal AlHusseini, « La vulnérabilité des réfugiés palestiniens à la lumière de la crise syrienne », *Confluences Méditerranée*, vol. 4, n° 87, 2013, pp. 95-107.

Thierry Boissière, « L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 138, 2015, pp. 117-130.

Hicham Dabsi; Wafiq al-Hawari, Résultats d'un sondage concernant les besoins des réfugiés palestiniens venant de Syrie. (Nataij Istibyan hawla ma yuriduhu al-Lajiun al-Filastiniyyun al-muhajiroun min Sourya), Centre Tatwir for Strategic Studies and Developpement, Beyrouth, 2015.

Nicolas Dot-Pouillard, « Le mouvement national palestinien et la crise syrienne : une division contenue », Burgat, François; Paoli, Bruno (dir.) *Pas de printemps pour la Syrie*, La Découverte, Paris, pp. 264-276.

Valentina Napolitano, *S'engager à Yarmouk. Sociologie de la militance palestinienne en Syrie*, thèse en Sociologie politique, EHESS de Paris.

Valentina Napolitano, « La mobilisation des réfugiés palestiniens dans le sillage de la « révolution » syrienne: s'engager sous contrainte », *Cultures & Conflits*, n° 87, 2012, pp. 119-137.

Valentina Napolitano, « Hamas and the Syrian revolution: a difficult choice », *Middle East Policy*, vol. XX, n° 3, automne 2013, pp. 73-85.

Zyad Majed, *Syrie: la révolution orpheline*, Actes Sud, Paris, 2013.

---

<sup>[1]</sup> En mars 2011 les premières manifestations, revendiquant d'abord la réforme puis la chute du régime de Bachar al-Assad, débutent en Syrie. Elles se confrontent à une répression inouïe. Progressivement, la mobilisation pacifique des premiers mois cède la place à un conflit armé au sein duquel s'affrontent un nombre croissant d'acteurs locaux, régionaux et internationaux. Sur les étapes et les dynamiques du conflit syrien, voir: Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *Syrie : anatomie d'une guerre civile*, CNRS Editions, Paris, 2016. Ziad Majed. *Syrie: la révolution orpheline*, Actes Sud, Paris, 2013. ; François Burgat, Paoli Bruno. (dir.) *Pas de printemps pour la Syrie. Acteurs et défis de la crise syrienne (2011- 2013)*, La Découverte, Paris, 2013.

<sup>[2]</sup> Selon l'UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees) le conflit aurait causé le déplacement d'environ 6,5 millions de personnes à l'intérieur de la Syrie et celui de 4,5 million de réfugiés dans les pays voisins (Turquie, Liban, Jordanie et Irak).

<sup>[3]</sup> Voir les statistiques publiées par l'UNHCR en mars 2016 : <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=122>

<sup>[4]</sup> Ces données sont issues des statistiques publiées en mai 2015 par l'UNRWA (United Nations Work and Relief Agency). Il faut préciser, qu'avant le début du conflit, la communauté palestinienne en Syrie comptait environ un demi-million d'individus et elle était issue du développement démographique du groupe de réfugiés arrivé dès 1948, suite à la formation de l'Etat d'Israël sur les territoires de la Palestine historique, à travers plusieurs vagues migratoires. Les réfugiés palestiniens habitaient principalement dans des camps à proximité des villes syriennes (Damas, Alep, Dera'a, Homs, Hama et Latakieh) ainsi qu'intégrés au sein du tissu urbain syrien.

<sup>[5]</sup> Kamal Doraï, Jalal Al Hussein, « La vulnérabilité des réfugiés palestiniens à la lumière de la crise syrienne », *Confluences Méditerranée*, vol. 4, n° 87, 2013, pp. 95-107.

<sup>[6]</sup> Si les Palestiniens de Syrie sont connus pour être parmi ceux ayant bénéficié des meilleures conditions d'accueil par rapport à d'autres pays arabes, ils n'ont pas pour autant obtenu la nationalité syrienne. Leur statut juridique est réglé par la loi n° 260, adoptée en 1956 qui prévoit que « *les Palestiniens résidant en Syrie soient considérés comme des Syriens de souche dans tous les domaines couverts par la loi et concernant le travail, le commerce et le service militaire, tout en gardant leur nationalité d'origine* ».

<sup>[7]</sup> Avec l'autorisation de la part des interviewées nous avons gardé les vrais prénoms omettant les noms de famille.

<sup>[8]</sup> Je remercie en particulier Khalil Khalil et Aiham al-Sahli pour leur aide indispensable à la réalisation de ces entretiens.

<sup>[9]</sup> Voir Valentina Napolitano, *S'engager à Yarmouk. Sociologie de la militance palestinienne en Syrie*, thèse en Sociologie politique, EHESS de Paris, 2015.

<sup>[10]</sup> Je remercie en particulier Nawal Mdallaly et Wafiq al-Hawari.

<sup>[11]</sup> Sur les enquêtes ethnographiques menées dans le contexte du conflit syrien, voir: Thierry Boissière, « L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 138, 2015, pp. 117-130.

<sup>[12]</sup> Nous avons tout de même essayé de croiser les informations obtenues par le biais de ces trois entretiens avec celles récoltées par des centres de recherches libanais ayant travaillé sur la situation des Palestiniens de Syrie au Liban. Voir notamment le rapport de Hicham Dabsi ; Wafiq al-Hawari, *Résultats d'un sondage concernant les besoins des réfugiés palestiniens venant de Syrie. (Nataij Istibyan hawla ma yuriduhu al-Lajun al-Filastiniyyun al-muhajiroun min Sourya)*, Centre Tatwir for Strategic Studies and Developpement, Beyrouth, 2015. Nous avons en outre distribué, grâce à l'aide de Wafiq al-Hawari, chercheur et activiste dans le domaine humanitaire, cinq questionnaires à des femmes palestiniennes résidentes au Liban, principalement dans la région de Saïda, qui nous ont permis de contextualiser les informations obtenues par le biais des entretiens.

<sup>[13]</sup> Hicham Dabsi ; Wafiq al-Hawari, *Op. Cit.* p. 7.

<sup>[14]</sup> Les camps de réfugiés des villes de Dera'a, Latakïeh et Homs ont été concernés dès les premiers mois du conflit. Pour une chronologie de l'implication palestinienne au sein de la crise syrienne, voir: Valentina Napolitano, « La mobilisation des réfugiés palestiniens dans le sillage de la « révolution » syrienne : s'engager sous contrainte », *Cultures & Conflits*, n° 87, 2012, pp. 119-137.

<sup>[15]</sup> En raison du conflit, le camp est actuellement vidé de sa population qui a fui en masse suite à l'intensification des bombardements de la part des forces du régime cherchant à reprendre le contrôle de cette région passée aux mains de l'opposition syrienne.

<sup>[16]</sup> Quartier populaire situé au sud du camp de Yarmouk et principalement habité par des déplacés provenant de la région du Golan occupée par Israël en 1967.

<sup>[17]</sup> Quartier populaire situé à l'est de Yarmouk où habite une population mixte palestinienne et syrienne.

<sup>[18]</sup> Sur la première phase du soulèvement syrien, voir: Zyad Majed, *Op. Cit.* pp. 53-73.

<sup>[19]</sup> Organisation caritative rattachée au Mouvement du Jihad islamique palestinien qui existait avant le soulèvement syrien et qui, depuis, est particulièrement investie dans l'aide humanitaire.

<sup>[20]</sup> Entretien par Skype effectué avec Dania en mars 2016.

<sup>[21]</sup> Valentina Napolitano, *Op. Cit.*, p. 128.

<sup>[22]</sup> Le Hamas établit un bureau représentatif à Damas dès 1993, dans le cadre d'une alliance de factions palestiniennes promue par le régime syrien dans le but de contrer les accords d'Oslo. En 1999, le mouvement déplace le siège de son bureau politique dans la capitale syrienne et la Syrie devient ainsi partie prenante de l' «Axe de la résistance», coalition réunissant la Syrie, l'Iran et le Hezbollah libanais. Concernant la position du Hamas vis-à-vis du soulèvement syrien, voir: Valentina, Napolitano « Hamas and the Syrian revolution: a difficult choice », *Middle East Policy*, vol. XX, n° 3, automne 2013, pp. 73-85. Dot-Pouillard, Nicolas « Le mouvement national palestinien et la crise syrienne: une division contenue », Burgat, François ; Paoli, Bruno (dir.) *Pas de printemps pour la Syrie*, La Découverte, Paris, pp. 264-276.

<sup>[23]</sup> Hicham Dabsi, Wafiq Al-Hawari, *Op. Cit.* p. 9.



<sup>[24]</sup> Mot arabe qui signifie «catastrophe». Il est utilisé pour la première fois par l'intellectuel syrien Constantin Zureik en référence aux événements de 1948, les Palestiniens se le sont ensuite réappropriés pour désigner l'établissement de l'État d'Israël sur les territoires de la Palestine historique.

<sup>[25]</sup> Concernant le siège imposé par le régime syrien au camp de Yarmouk et d'autres régions au sud et à l'est de Damas, voir: Valentina Napolitano « L'enfer de Yarmouk, camp palestinien en Syrie. « La faim ou la soumission » », *Orient XXI*, février 2014.

<sup>[26]</sup> Sur ce sujet, voir: Kamal Dorai, Jalal Al Hussein, « La vulnérabilité des réfugiés palestiniens à la lumière de la crise syrienne », *Confluences Méditerranée*, vol. 4, n° 87, 2013, pp. 95-107.

<sup>[27]</sup> Entretien via Skype effectué avec Itab en mars 2016.

<sup>[28]</sup> Ibid.

<sup>[29]</sup> Organisation non gouvernementale fondée en 2012 en Syrie et établie au Liban suite à la poursuite du conflit. Elle est particulièrement active dans la fourniture d'aides humanitaires en Syrie et parmi les réfugiés syriens au Liban. Voir la page web : [www.najda-now.net](http://www.najda-now.net)

<sup>[30]</sup> Fondée en juin 2013, l'association *Jusûr* se concentre principalement sur l'éducation des réfugiés syriens qui n'ont pas réussi à intégrer les instituts scolaires libanais.

<sup>[31]</sup> Entretien via Skype effectué avec Ruba en mars 2016.

<sup>[32]</sup> Organisation non gouvernementale fondée en 2003 au Liban et qui propose différents projets en matière de développement humain.

<sup>[33]</sup> Ces discriminations concernent notamment le droit au travail puisque les Palestiniens du Liban sont exclus de la pratique de nombreuses professions dans le secteurs privé et public. Ils constituent ainsi une des couches les plus défavorisées de la société. Sur le statut des réfugiés palestiniens dans les pays arabes, voir: Jalal Al Hussein, «Le statut des réfugiés palestiniens au Proche-Orient. Facteur de maintien ou de dissolution de l'identité nationale palestinienne ?», dans Jalal Al Hussein, Aude Signoles (dir.) *Les Palestiniens entre Nation et Diaspora - Le temps des incertitudes*, IISMM, Karthala, Paris, 2011, p. 37-65.

<sup>[34]</sup> Entretien via Skype effectué avec Ruba en mars 2016.

<sup>[35]</sup> Entretien via Skype effectué avec Itab en mars 2016.

<sup>[36]</sup> Entretien via Skype effectué avec Dania en mars 2016.

<sup>[37]</sup> Entretien via Skype effectué avec Itab en mars 2016.

<sup>[38]</sup> Le statut juridique favorable attribué aux réfugiés palestiniens en Syrie a favorisé leur intégration socio-économique dans le pays.

<sup>[39]</sup> Entretien via Skype effectué avec Ruba en mars 2016.

<sup>[40]</sup> Entretien via Skype effectué avec Dania en mars 2016.

<sup>[41]</sup> Entretien via Skype effectué avec Ruba en mars 2016.

<sup>[42]</sup> Entretien via Skype effectué avec Itab en mars 2016.